

En octobre, le président Eisenhower et M. Macmillan avaient discuté d'une collaboration plus étroite au sein de l'OTAN; ils avaient envisagé la nécessité d'efforts redoublés en vue de consolider la défense collective de l'Alliance occidentale, dans un esprit de confiance mutuelle et d'interdépendance étroite. Par interdépendance, il faut entendre un programme plus rationnel de contribution aux forces militaires et à la production pour la défense, ainsi que des recherches scientifiques menées en collaboration plus intime, visant à ce que soit tiré le meilleur parti possible des ressources des États membres.

S'adressant le 21 décembre 1957 à la Chambre des communes, à son retour de Paris, le premier ministre, M. Diefenbaker, a déclaré: "... jamais n'ai-je vu un groupe d'hommes si nettement animés du désir de réaliser la paix, ou d'en jeter les bases, et de faire en sorte que les 450 millions de personnes qu'ils représentaient sachent, au moins, que tout a été accompli ou sera accompli afin d'assurer, par la négociation, le maintien de notre mode de vie; que nous sommes disposés, non pas dans un esprit d'apaisement, mais avec la conscience des terribles réalités qui se présentent à nous, à faire tout en notre pouvoir pour créer le climat et l'atmosphère qui assureront l'établissement, à l'échelon international, de la paix fondée sur le désarmement."

Désarmement

C'est bien dans l'ambiance ainsi décrite par M. Diefenbaker que les divers chefs de gouvernement se sont penchés sur l'impasse où en sont arrivées les discussions sur le désarmement. Ils ont pris acte de ce que les propositions occidentales ont été rejetées en bloc par l'Union soviétique, bien que cinquante-six pays membres des Nations Unies les aient approuvées. Les représentants des puissances occidentales ont déploré que l'URSS ait amené les négociations au point mort, en annonçant qu'elle boycotterait la Commission du désarmement des Nations Unies; par suite d'un vote majoritaire de l'Assemblée générale, cette Commission a élargi ses cadres et comprend aujourd'hui vingt-cinq membres.

Mais en dépit de ces déceptions, les chefs de gouvernement ont applaudi au principe de négociations avec l'URSS, (de préférence dans le cadre des Nations Unies), dans l'espoir de voir mettre en application les propositions occidentales. Ils sont disposés à étudier, quelle qu'en soit l'origine, toute proposition de désarmement général ou partiel. En outre, les chefs de gouvernement ont déclaré que, si le Gouvernement soviétique se refusait à prendre part aux travaux de la nouvelle Commission du désarmement, l'OTAN consentirait à une réunion des divers ministres des Affaires étrangères, au cours de laquelle on essaierait de trancher le nœud gordien.

Se trouvant en face d'une situation en apparence inextricable, les chefs de gouvernement ont examiné les mesures qui pourraient renforcer les forces militaires de l'Alliance occidentale. Ils ont constaté que tout en sabotant un accord général sur le désarmement, les dirigeants soviétiques ont proclamé que les armes modernes les plus meurtrières avaient été remises à leurs forces militaires. Aussi longtemps que l'Union soviétique témoignera d'un tel état d'esprit, l'OTAN se verra contrainte à une vigilance constante et devra penser à consolider son réseau de défense militaire.

C'est pourquoi les chefs de gouvernement de l'Ouest ont décidé de constituer des stocks de têtes nucléaires où les pays occidentaux pourront puiser aisément en cas de besoin. Songeant par ailleurs au programme soviétique